

# **Annonce Président de la République 6 mars**

Codir 8h30 / bureaux vides à 12h30

Fermeture MDC (téléphonie, courrier, passage régulier, site internet...)

## **1 / ADHERENTS**

Mail le 17/03

Newsletter des services envoyées à toutes les collectivités  
(mutualisation/entraide)

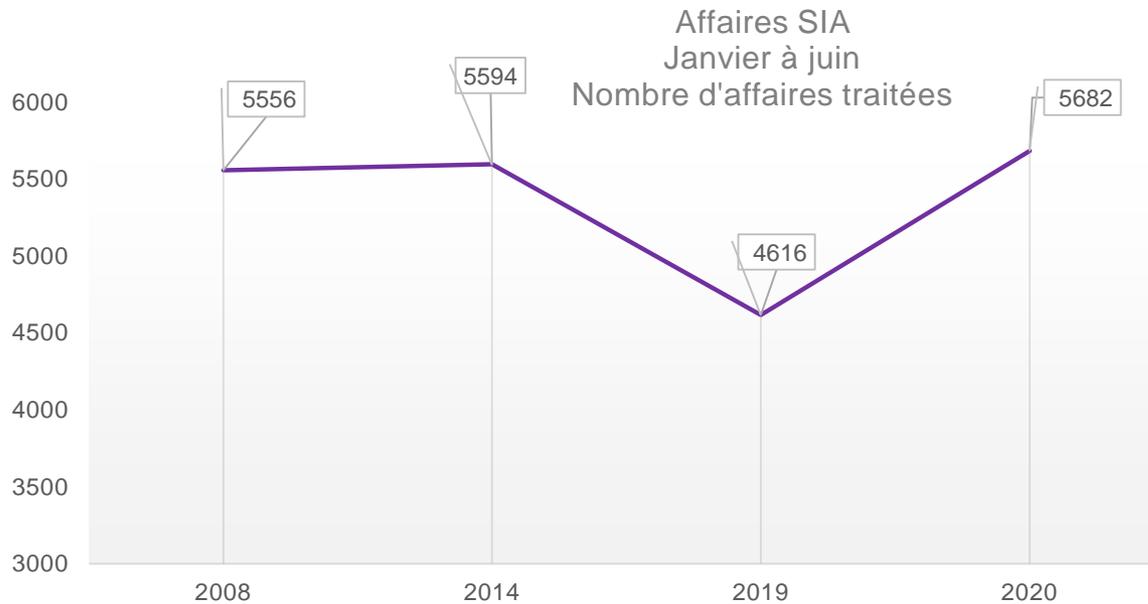
## **2/ ORGANISATION**

- Informatique : postes accessibles à distance (PC + Mac) + outil visio...
- Arrêté collectif de travail à distance
- Pilotage opérationnel Codir hebdomadaire en visio

→ Pas de rupture d'activité

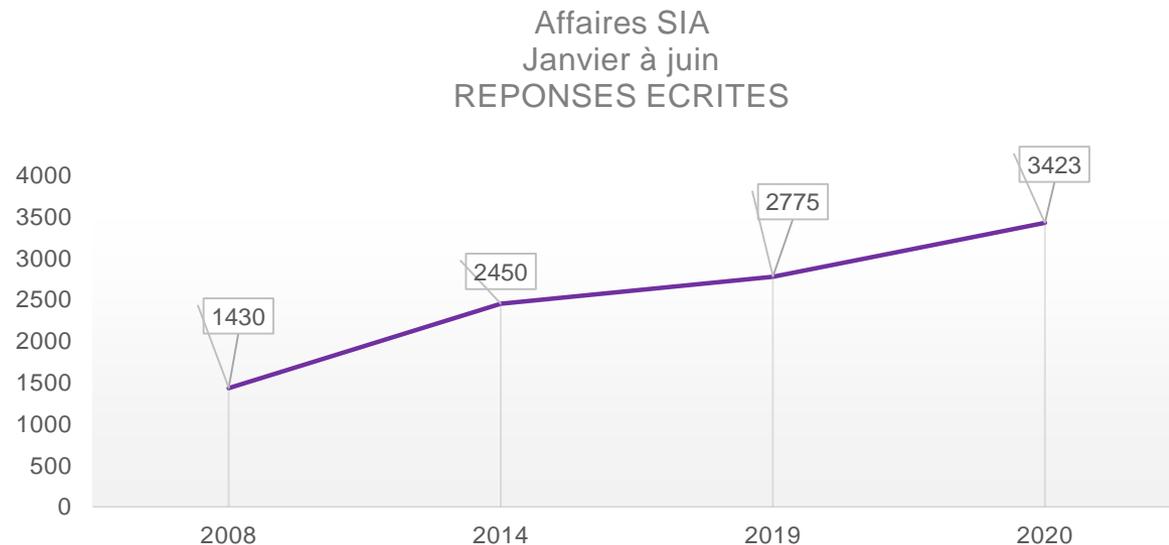
# S.I.A. (1)

Pas de saisine par téléphone, confinement entre deux tours des municipales...



Nombre d'affaires traitées janvier/juin est supérieur aux autres années d'élections,

Nombre de réponses écrites qui a inévitablement augmenté (40% de plus que 2014).



La période a donné lieu à beaucoup de textes ➔ 21 newsletters spéciales.

- Activité a été très soutenue.
- Les conditions générales de travail assez compliquées
  - .) le service comprend une majorité de parents avec des enfants en école primaire
  - .) les moyens personnels peu adaptés ont été utilisés et le sont encore
  - .) l'essentiel de la documentation, outil de base de la consultation juridique, était inaccessible ;
  - .) travail de groupe sur les projets (notamment les mémentos) a été rendu très complexe.

## **Dès le 1<sup>er</sup> jour du confinement, agents opérationnels pour 2 raisons :**

- Disposant d'un ordi professionnel portable (pôles Cosoluce et DPO)
- Utilisant des applications web (pôles SIG et sites Internet)

## **Agents en lien quotidien, permanent grâce à :**

- Outil de tchat Rainbow
- Visioconférence hebdomadaire équipe + visioconférences régulières par pôle

## **Activité en baisse sur avril et mai surtout, en hausse sur juin :**

- Hotline Cosoluce : s'est poursuivie mais avril diminution de moitié, mai diminution d'un tiers, juin proche du double par rapport à 2019
- Sollicitations pour de nouveaux sites Internet suite au changement de municipalité ou à la COVID (pour disposer rapidement d'un outil de communication)
- Missions drone et audit DPO stoppés en avril et mai, redémarrage timide en juin
- SIG, adressage : impact moindre

### **Gros appui en interne**

2 agents quasiment à temps plein les 2 premières semaines :

- mettre tous les agents en ordre de marche technique depuis chez eux
- les assister dans une nouvelle façon de travailler (préparation machines de prêt, configuration poste personnel, assistance maison et MDC, mise en place solutions de connexion à Internet, organisation téléphonie notamment pour hotline)

Vraisemblablement une perte de recettes, liée au COVID (DPO) comme à la période électorale (Sites internet)

- Après un temps d'essai à distance, les agents ont récupéré leurs postes de travail chez eux. Beaucoup de temps au téléphone.
- Soir du 17 mars : 33 chantiers ajournés, conduisant à l'envoi de 300 ordres de services d'ajournement.
- Parution du guide OPBTP début avril : reprise progressive des chantiers dès le 7 avril.
- Les entreprises n'ont pas demandé de couts supplémentaires par rapport au protocole sanitaire.
- 12 DCE mis en ligne (soit environ 1 par semaine), des PC achevés, des marchés clôturés.
- Des formations en interne, des améliorations informatiques.

### Impact financier

- Arrêt des chantiers et la reprise sans coactivité ont décalé les dates de réception et par conséquent la facturation des travaux, ce qui représente environ 150 000 euros de décalage.
- Mise en place tardive des conseils municipaux et report du dépôt au 30/09/2020 des dossiers DETR (commission du 5 juin montée de manière rapide, sans communication de l'Etat).

Il y a donc peu de visibilité sur le plan de charge.

Interne : agents du SIPA en gestion du bâtiment sur cette période

**A/ Planification** : retard lié au décalage d'installation des conseils municipaux et communautaires

- Le calendrier des réunions de travail d'élaboration ou révision de plusieurs PLU a été décalé pour tenir compte du report de la mise en place des CM / Perte de recettes environ 10 000 euros
- Décisions de report ou de suspensions liées aux installations de nouvelles équipes (- 3000)

Les études sur ces dossiers ayant avancées durant la période du COVID-19 en travaillant à distance, et les conventions liées n'ayant pas été dénoncées, **les effets pourraient être limités si le travail avec les élus reprend prochainement,**

Réserve : de possibles nouveaux choix stratégiques de la part des prochains conseils communautaires en matière de réglementation d'urbanisme locale (démarrage de PLUi ?) qui pourraient avoir des effets sur la production.

## B / ADS

**Communes instruites directement depuis l'agence : aucun effet négatif** (procédures dématérialisées, échanges déjà par mail ou téléphone).

Mise à disposition d'instructeurs en collectivité : **agents ont pu continuer à instruire dès lors que l'EPCI concerné (CAPBP) a mis en place les procédures de travail à distance**

## C/ Assistance aux adhérents

Principalement **newsletter du service** (actualité fournie avec nombreux textes concernant les questions d'urbanisme, essentiellement en matière d'ADS)

Echanges avec l'AMF, en contact avec le ministère, sur les problématiques rencontrées au début de la mise en place de l'état d'urgence à l'échelle du département.

## D/ SERVICE

**Développement :**

- Assistance pour le **classement en "zone montagne "**
- Réflexion sur **la mise en place d'une nouvelle assistance en matière de PCS**

**Vendredi 13 mars 2020** : préparation mise en sécurité des chantiers

Ordres de service d'arrêt "pandémie" / certificats de paiement des travaux réalisés. Plusieurs dossiers de consultations ont été préparés et lancés pendant cette période.

Depuis 30 mars : les chantiers ont repris et les travaux mécaniques (avec engins et chauffeurs uniquement) n'ont pas cessé.

Mars : le Service a répondu par courriel et téléphone à 39 sollicitations simples des collectivités (hors affaires) / 31 en 2019.

**Le 6 avril 2020, reprise des chantiers (guide OPPBTP)**

Reprise des chantiers moins de 3 semaines après le confinement total.

Plans de prévention COVID-19 pour relancer les travaux (situations très disparates)

En avril, le service a traité 28 consultations simples et une quinzaine de chantiers ont repris.

## Le 11 mai 2020, un déconfinement progressif

- Collectivités ont souhaité reprendre l'ensemble des chantiers
- Service de nouveau sollicité pour de nouveaux projets (une dizaine d'opérations soit **111 381,00 €**).
- Demandes de permissions de voirie décalées de mai à juin pour globalement correspondre à l'activité de 2019 soit environ 90 sur 2 mois.

### Perspective :

- mobilisé à plus de 80 % dès le 17 mars à midi par un déploiement rapide et complet des solutions informatiques
- porté par la **réouverture des chantiers 3 semaines après le début du confinement,**

Le service aura pu maintenir une activité conséquente qui doit permettre de contenir les effets de la crise.

## **Pleinement son rôle de service support et ressource**

- Arrêtés,
- Moyens,
- Gestion de la situation administrative des agents,
- Lien avec agents par intranet,
- Mise en forme du Plan de Continuité de l'Activité....

## **Activité soutenue :**

- sollicitations naturelles et un temps passé au téléphone très important,
- mise en avant de la mutualisation par la communication

**Réactivité :** reprise sur site, d'abord gestion chantiers et ensuite plus globalement à partir du 11 mai / 2 CT et 2 CHSCT durant la période (organisation, mesures sanitaires à respecter...)

**Implication des agents est à souligner :** se sont retrouvés dans la manière de gérer la situation et ont été très impliqués.

**Conséquences financières :** avec l'impact sur l'activité des services, il y a également les coûts supplémentaires (masques, gel, visio...) qu'on peut chiffrer à hauteur de 10 000 euros.